

23 Juin 1994  
FRANCAIS SEULEMENT

CONSEIL DU COMMERCE ET DU DEVELOPPEMENT  
Commission permanente de la coopération  
économique entre pays en développement  
Groupe intergouvernemental d'experts de  
la coopération économique entre pays  
en développement  
Première session  
Genève, 27 juin 1994  
Point 3 de l'ordre du jour provisoire

EXAMEN DE L'APPUI INTERNATIONAL A LA CEPD : EXPERIENCE DES PAYS  
DEVELOPPES ET DES PAYS EN DEVELOPPEMENT,  
PROBLEMES ET PERSPECTIVES

Présenté par Secrétariat Général de l'Union Douanière  
et Economique de l'Afrique Centrale (UDEAC)\*

TD/B/CN.3/GE.1/Misc.5

---

\*La communication ci-jointe est reproduite telle quelle, dans la langue originale.

# COMMUNICATION DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE L'UNION DOUANIÈRE ET ÉCONOMIQUE DE L'AFRIQUE CENTRALE (UDEAC)

À

LA RÉUNION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL  
D'EXPERTS DE LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE  
ENTRE PAYS EN DÉVELOPPEMENT

Genève, 27 Juin - 1er Juillet 1994

-----

## A. PRÉSENTATION DE L'UDEAC

L'UDEAC est une Organisation d'intégration économique sous-régionale regroupant les six Etats de l'Afrique Centrale suivants :

- le Cameroun ;
- la République Centrafricaine (RCA) ;
- le Congo ;
- le Gabon ;
- la Guinée Equatoriale ;
- le Tchad.

L'UDEAC a été créée par le Traité de Brazzaville signé le 8 Décembre 1964. Elle constitue un espace géographique d'environ 3 millions de km<sup>2</sup> sur lequel vit une population de près de 25 millions d'habitants.

## I. LES OBJECTIFS FONDAMENTAUX DU TRAITE DE L'UDEAC

Le Traité instituant l'Union Douanière et Économique de l'Afrique Centrale assigne à l'Union les objectifs fondamentaux suivants :

- établir une Union de plus en plus étroite entre les peuples pour renforcer la solidarité régionale ;
- promouvoir l'établissement graduel et progressif d'un Marché Commun de l'Afrique Centrale ;
- éliminer les entraves au commerce inter-États pour contribuer à l'extension des marchés nationaux actuels et à l'amélioration du niveau de vie des peuples ;

- renforcer l'unité des économies des États de la région et en assurer un développement harmonieux par l'adoption des dispositions tenant compte des intérêts de tous les États et de chacun et compensant de manière adéquate et par des mesures appropriées la situation spéciale des pays de moindre développement économique, notamment par l'harmonisation des politiques d'industrialisation, la répartition équitable des projets communautaires et la coordination des programmes de développement des différents secteurs de production ;

- participer par la constitution d'un groupement sous-régional à la création d'un véritable Marché Commun Africain et à la consolidation de l'Unité Africaine.

## II. LES INSTITUTIONS DE L'UDEAC

L'article 2 du Traité instituant l'UDEAC stipule : " la réalisation des tâches incombant à l'Union est assurée par :

- le Conseil des Chefs de d'Etat ou de Gouvernement ;
- le Comité de Direction ;
- le Secrétariat Général.

Le Conseil est l'organe suprême de l'Union.

Le Comité de Direction, composé de deux membres par Etat (le Ministre des Finances ou son Représentant et le Ministre chargé des problèmes de Développement Economique ou son Représentant), agit par délégation du Conseil.

Le Secrétariat Général de l'Union est assuré par un Secrétaire Général assisté d'un Secrétaire Général Adjoint et d'un personnel administratif.

Le Secrétaire Général assure la direction et le fonctionnement du Secrétariat Général.

## III. LES DOMAINES DE COMPÉTENCE DE L'UDEAC

Pour la réalisation des objectifs ci-dessus, l'Union a adopté des politiques et actions communes dans les domaines suivants :

- Fiscalité ;
- Douanes ;
- Industrie ;
- Agriculture et Élevage ;
- Transports, Postes, Télécommunications et Tourisme ;
- Travail, Main-d'Oeuvre et Sécurité Sociale ;
- Recherche Scientifique et Technique.

#### IV. LES RÉALISATIONS DE L'UDEAC

La mise en oeuvre des politiques définies a abouti, malgré de nombreuses difficultés liées aux ressources humaines et principalement au financement, à certains résultats dont les plus significatifs sont :

- le Code des Douanes UDEAC qui réglemente la circulation des produits dans l'ensemble du territoire de l'Union ;
- la réglementation douanière en UDEAC qui organise le fonctionnement de la profession douanière au sein de l'Union ;
- le Tarif des Douanes en UDEAC qui donne une indication de la fiscalité applicable aux marchandises qui entrent dans le territoire de l'Union et en sortent ;
- l'harmonisation des fiscalités internes pour favoriser l'installation et l'exploitation des entreprises dans des conditions fiscales analogues dans les Etats membres de l'Union. La neutralité fiscale s'étend aux personnes physiques, salariés et travailleurs indépendants devant bénéficier de la libre circulation et du droit d'établissement ;
- l'harmonisation des politiques fiscales d'incitation à l'investissement sur la base d'une Convention Commune sur les Investissements en UDEAC dont le but est d'éviter les surenchères auxquelles pouvaient se livrer les Etats membres dans l'octroi des dégrèvements fiscaux et douaniers aux investisseurs étrangers potentiels ;
- la Taxe Unique (TU) applicable aux productions industrielles nationales dont le marché s'étend ou est susceptible de s'étendre aux territoires de deux Etats membres au moins de l'Union ;
- la Convention réglementant les transports routiers en UDEAC ;
- l'harmonisation des législations des Etats membres en matière de transports en UDEAC ;
- le Code de la route de l'Union ;
- la réglementation relative à l'exploitation des transports fluviaux ;
- le rétablissement de la liaison téléphonique entre N'Djaména au Tchad et Kousséri au Cameroun ;
- l'établissement de la liaison Tchad-Gabon-RCA par satellite ;

- la Convention sur la libre circulation des personnes, des biens et le droit d'établissement dont l'application se heurte à plusieurs difficultés ;

- les activités liées aux études de population (recensement et état civil notamment) ;

- la création du Fonds communautaire pour le développement et le renforcement de la coopération scientifique et technique des Etats membres de l'UDEAC ;

- la mise en place de l'Ecole Inter-Etats des Douanes à Bangui en RCA ;

- la mise en place de la Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale (BDEAC) à Brazzaville, République du Congo ;

- la création au sein de la BDEAC du Fonds Spécial de Développement Rural de Base (FSDRB) pour le financement de la Petite Exploitation Agricole (PEA) et du Développement Rural en Afrique Centrale ;

- la création de deux instituts sous-régionaux,

- \* l'Institut Sous-Régional Multi-sectoriel de Technologie Appliquée, de Planification et d'Évaluation de Projets (ISTA) dont le siège est à Libreville, République Gabonaise,

- \* l'Institut Sous-Régional de Statistique et d'Économie Appliquée (ISSÉA) basé à Yaoundé, République du Cameroun.

- la mise en place de la Communauté Économique du Bétail, de la Viande et des Ressources Halieutiques (CEBÉVIRHA) qui a son siège à N'Djaména, République du Tchad.

## V. LES CAUSES DES ÉCHECS

Dans l'ensemble, les politiques économiques entreprises en UDEAC n'ont pas produit les résultats escomptés en dépit des quelques réalisations mentionnées ci-dessus. Parmi les multiples raisons de ces échecs, nous retiendrons particulièrement :

1. **l'échec de l'harmonisation**, qui a diverses origines et principalement :

- la perpétuation des instruments de politique économique transitoires (taxe complémentaire),

- la polifération au niveau national d'instruments nouveaux et de modalités d'action non prévues par le Traité,
- le non respect du Traité,
- le détournement, la réinterprétation et l'aménagement de façon différente des mesures incluses dans le Traité ou dans les PAS,
- l'hétérogénéité des économies des pays composant l'UDEAC,
- le décalage dans la mise en oeuvre des PAS nationaux,
- la différence de la structure socio-économique et politique de ces pays,
- la non application de la règle de droit commun ;

**2. l'échec de la libéralisation dû :**

- à la méfiance vis-à-vis des mesures "réputées diminuer" les recettes budgétaires,
- aux rentes de situations,
- au caractère extraverti des structures économiques des pays membres ;

**3. l'échec de l'assainissement des finances publiques ;**

**4. l'échec de l'objectif de compétitivité, en raison :**

- de la faiblesse, de l'insuffisance, du caractère partiel, etc, des mesures des PAS adoptées ;
- de l'appartenance de l'UDEAC à la zone franc et de l'impossibilité d'utiliser entre-temps la dévaluation comme instrument d'ajustement et d'amélioration de la compétitivité ;

**5. l'échec de l'intégration régionale :**

- la Taxe Unique ne s'est pas avérée un instrument adapté à la promotion des échanges régionaux,
- la faiblesse du développement (surtout industriel) et la similitude des quelques productions industrielles font qu'il y a très peu de biens à échanger entre ces pays,
- les duplications des investissements n'ont pu être évitées à cause, notamment, du non respect par les bailleurs de fonds des règles de l'intégration régionale au profit des intérêts et des logiques nationales ;

**6. la faiblesse de l'objectif d'accroissement du pouvoir de négociation.**

**B. LES NOUVELLES APPROCHES**

Au regard de ce qui précède et face à l'interdépendance croissante des nations et à la globalisation de l'économie mondiale, l'UDEAC s'est investie dans la recherche de nouvelles approches de l'intégration régionale en Afrique Centrale axées sur :

- une nouvelle définition du rôle de l'Etat ;
- le Programme Régional de Réformes (PRR) ;
- le renforcement institutionnel ;
- les politiques sectorielles.

**I. UNE NOUVELLE DÉFINITION DU RÔLE DE L'ÉTAT**

Dans le système libéral à économie de marché, l'Etat se charge désormais de créer le cadre stratégique et un environnement propice pour le déploiement des énergies nationales (les autres acteurs économiques) nécessaires pour la réalisation des objectifs de développement.

**II. LE PROGRAMME RÉGIONAL DE RÉFORMES (PRR)**

Le PRR est l'aboutissement des réflexions entamées par le Secrétariat Général de l'UDEAC et la Banque Mondiale en 1987, puis poursuivies avec la participation du Fonds Monétaire International, de la Commission de l'Union Européenne et de la Coopération Française.

Trois volets constituent actuellement ce programme, à savoir :

- le volet fiscal-douanier ;
- le volet transport en transit ;
- le volet monétaire.

## 1. Volet fiscal-douanier

Dans le volet fiscal-douanier, les mesures adoptées constituent une plate-forme minimale des dispositions immédiates à prendre par les Etats membres de l'UDEAC. Il s'agit notamment de :

- la séparation de la Taxe sur le Chiffre d'Affaires à l'Importation (TCAI) du Tarif Extérieur Commun (TEC), et son remplacement, ainsi que toutes les taxes indirectes intérieures par une Taxe sur le Chiffre d'Affaires (TCA) propre à chaque Etat. Le taux de la TCA est fixé à l'intérieur d'une fourchette régionale adoptée par le Comité de Direction et qui est de :
  - . 3 à 6 % pour le taux réduit,
  - . 7 à 18 % pour le taux normal ;
- la suppression de la Taxe Complémentaire à l'importation (TC) et la fusion des éléments restants du TEC (droit de douane et droit d'entrée) en un droit unique à l'importation applicable à la valeur CAF des produits importés classés désormais en quatre catégories, à savoir :
  - . Catégorie I : Biens de première nécessité (5 %) ;
  - . Catégorie II : Matières premières et biens d'équipement (15 %) ;
  - . Catégorie III : Biens intermédiaires (35 %) ;
  - . Catégorie IV : Biens de consommation courante:
    - année 1 (50 %) ,
    - année 6 (35 %) ;
- l'abolition de la Taxe Unique (TU) et son remplacement par le Tarif Préférentiel Généralisé (TPG) applicable à la valeur sortie-usine des produits originaires de l'UDEAC ; son taux étant de:
  - . 20 % du droit de douane du TEC pour l'année de mise en vigueur de la réforme,
  - . 10 % à la troisième année,
  - . 0 % à la cinquième année ;
- l'application du droit d'accise ad valorem sur certains biens figurant sur une liste arrêtée par le Comité de Direction, comprenant au moins les tabacs et les boissons. Son taux est fixé à l'intérieur d'une fourchette allant de 0 % à 100 % - Il n'est pas déductible ;



- l'application de dispositions plus restrictives pour l'importation en franchise des droits et taxes.

**Toutes les dispositions des codes des investissements et des conventions d'établissement dérogatoires au PRR sont supprimées.** Les conventions d'établissement devront donc être renégociées pour être mises en conformité avec les nouvelles dispositions.

**Au plan régional,** la réforme vise l'intensification des échanges intra-régionaux grâce à un nouveau système de préférence communautaire: le Tarif Préférentiel Généralisé (TPG) ci-dessus décrit, basé sur la seule notion de "produit UDEAC".

L'abaissement du niveau du Tarif Extérieur Commun vise à inciter les entreprises à une production quantitative, et à élargir la base taxable érodée par la fraude et la contrebande dues elles-mêmes au niveau extrêmement élevé de l'ancien tarif. De plus, la classification des produits en quatre catégories devra permettre une meilleure définition de la politique industrielle dans la sous-région.

**Au plan national,** la réforme fiscalo-douanière, considérée au niveau des Etats membres comme faisant partie intégrante de l'ajustement structurel, devra permettre notamment l'assainissement des finances publiques (élargissement de l'assiette fiscale, suppression des exonérations et autres avantages ad hoc, amélioration des recettes budgétaires, etc.) et la relance de la croissance. Les Etats devront également participer activement à la suppression des distorsions de concurrence intra-UDEAC par la libéralisation des échanges et la création d'un cadre propice à l'investissement, dans la perspective d'un décloisonnement du marché sous-régional.

**Les entreprises** devront, quant à elles, améliorer leur environnement productif afin de devenir plus compétitives. A ce titre, elles devront maximiser autant que faire se peut l'utilisation de leurs capacités de production, procéder à la réduction des coûts de production, former et intéresser leur main-d'oeuvre, rechercher des financements appropriés en cas de nécessité.

## **2. Volet transport en transit**

Les dispositions relatives au volet transport en transit consacrent une procédure de transit inter-Etats appelée régime des Transports Inter-Etats des Pays de l'Afrique Centrale (T.I.P.A.C).

Cette procédure tend à faire effectuer les opérations de transit des Etats enclavés et des régions de l'hinterland des pays côtiers aux meilleures conditions de transport, de sécurité et au moindre coût.

Plus précisément, il s'agit de faciliter l'exécution des opérations de transit inter-Etats en renonçant à soumettre ces opérations à des autorisations spéciales, en modérant l'exercice des contrôles en cours de route, en limitant leur nombre et en établissant une définition précise et acceptable des garanties demandées.

Ainsi, la mise au point de mesures réglementaires propres à assurer la fluidité du trafic, l'organisation de l'ensemble des modes de transport de manière à renforcer leurs relations et la mise en application du dispositif réglementaire harmonisé au niveau communautaire grâce à un contrôle technique dissuasif et pourquoi pas répressif constituent des objectifs immédiats de la réforme pour ce qui est de ce volet.

#### **. Volet monétaire**

Outre les aspects économiques développés à travers les volets fiscal-douanier et transport en transit, le PRR intègre l'aspect monétaire par l'institution de la Commission Bancaire de l'Afrique Centrale (COBAC), l'instauration d'un marché financier inter-bancaire ainsi que celle de l'évaluation prévisionnelle des finances à court, moyen et long terme pour les besoins généraux de l'économie de chaque Etat membre et la détermination des moyens propres à les satisfaire.

Par la coordination et l'harmonisation des politiques et réglementations, pour ce qui est de la fiscalité, des douanes, des banques, des investissements et des transports, le PRR contribue à la mise à exécution du **Programme Sous-Régional de la deuxième DDIA pour l'Afrique Centrale (PSRAC)** en ce qui concerne la réalisation de la **composante soutien de la phase d'urgence** de ce programme.

Aux plans régional et national, la réussite du PRR passe par la lutte contre la fraude douanière, la contrebande et le dumping, ainsi que par la mise en oeuvre d'autres mesures d'accompagnement susceptibles de garantir l'efficacité du programme.

#### **4. Mesures d'accompagnement**

En plus de la lutte contre la fraude douanière, la contrebande et le dumping à entreprendre d'urgence avec le concours technique et financier extérieur, dans le cadre d'une réglementation adaptée et du contrôle du respect de celle-ci, la réussite du PRR au plan fiscal-douanier est conditionnée par les actions à court terme suivantes, dont certaines ont déjà trouvé un financement et ne sont citées ici que pour mémoire :

- Vulgarisation des mesures adoptées, sensibilisation dans les Etats membres (P.M.) ;
- Formation des cadres des Administrations fiscales et douanières et des opérateurs économiques (P.M.) ;

- Etude et colloque sur la renégociation des conventions d'établissement (P.M.) ;
- Production et publication de la documentation sur le PRR : recueil des textes - guides d'utilisation des documents - impression des formulaires administratifs (P.M.).

Comme pour les trois actions de lutte mentionnées ci-dessus, l'UDEAC recherche également auprès de la communauté des donateurs un financement pour l'organisation d'un **séminaire de formation des professionnels libéraux de la comptabilité et de la fiscalité**, afin de s'assurer une meilleure mise en oeuvre de la réforme fiscale-douanière par la sensibilisation des conseils d'entreprises en vue d'un respect scrupuleux des nouvelles dispositions.

La mise en application du dispositif réglementaire harmonisé au niveau communautaire exige la mise en place de structures techniques adaptées aux contrôles des poids des véhicules et le renforcement des infrastructures physiques des itinéraires structurants de transit adoptés dans le cadre du volet transit du PRR. Une assistance matérielle et/ou financière extérieure est donc nécessaire, en particulier pour l'acquisition des ponts bascules susceptibles d'être placés sur les axes routiers intégrant le réseau desdits itinéraires.

De même, **l'organisation et le contrôle des marchés frontaliers** (cas des localités de SIDO à la frontière RCA/TCHAD et de MASSABI à la frontière CONGO/ANGOLA - Enclave de CABINDA) pour lutter contre la fraude est une mesure d'urgence qui nécessite un soutien financier que nous recherchons pour la mise en place dans ces zones d'une infrastructure physique (bureaux douaniers) et d'une procédure de gestion aptes, d'une part, à favoriser la mise en application du T.I.P.A.C. et, d'autre part, à améliorer les conditions de travail des douaniers des postes frontaliers concernés, leur efficacité, et partant la saisie des échanges commerciaux à ces endroits, pour une information statistique fiable utilisable par les opérateurs économiques, notamment pour les études de marché.

Par ailleurs, l'harmonisation des méthodes de gestion des systèmes informatiques des Administrations douanières, pour les Etats qui en possèdent déjà, l'équipement en matériel informatique des Administrations des Etats qui n'en disposent pas encore ainsi que du Secrétariat Général de l'UDEAC, et la formation du personnel nécessaire constituent un ensemble de mesures d'accompagnement spécifiques qui s'inscrivent dans la perspective de la mise en compatibilité desdits systèmes, en vue du traitement sur micro-ordinateur au Secrétariat Général de l'UDEAC des statistiques du commerce extérieur et du commerce inter-Etats. Ces mesures requièrent elles aussi une assistance financière et/ou matérielle extérieure.

### III. LE RENFORCEMENT INSTITUTIONNEL

Le renforcement institutionnel en vue de la relance de l'intégration régionale en Afrique Centrale est une des conditions sine qua non à la mise en place du PRR et à l'utilisation optimum de l'aide qu'elle nécessite. Il passe aussi par la définition de nouvelles règles du jeu, dans le cadre d'une **Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC)** dont le Traité signé par les Chefs d'Etat de l'UDEAC le 16 Mars 1994 à N'Djaména, République du Tchad, consacre la création.

La CEMAC est une institution autonome constituée par deux Unions et deux organes de contrôle :

- l'Union Economique de l'Afrique Centrale (UEAC) qui s'appuiera sur les acquis de l'UDEAC ;
- l'Union Monétaire de l'Afrique Centrale (UMAC) ;
- le Parlement Communautaire ;
- la Cour de Justice Communautaire, comprenant une Chambre Judiciaire et une Chambre des Comptes.

En matière monétaire, la CEMAC établit l'indépendance de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale (BEAC) au sein de l'UMAC pour gérer la monnaie.

Au niveau de l'UEAC, le Secrétariat Exécutif de l'Union, qui pourrait être le Secrétariat Général de l'UDEAC actuel, sera une structure très allégée en raison de la restructuration que venait de subir ce dernier. Son indépendance vis-à-vis des Administrations nationales est garantie.

Les missions de l'UEAC, mieux définies en ce qui concerne la politique économique et les politiques sectorielles, recentrent les activités pour ces dernières dans les secteurs prioritaires suivants :

- Enseignement Supérieur, Formation Professionnelle et Recherche ;
- Transports ;
- Agriculture ;
- Energie ;
- Protection de l'environnement ;
- Industrie.

Ainsi, au regard de ce qui précède et par rapport aux objectifs visés, l'UEAC aura besoin d'une assistance extérieure pour le renforcement des capacités du Secrétariat Exécutif en vue des analyses budgétaire et économique.

#### **IV. LES POLITIQUES SECTORIELLES**

La recherche de nouvelles approches pour une intégration véritable en Afrique Centrale se traduit aussi par l'identification d'activités qui tiennent compte de l'environnement régional et international, et dont la mise en oeuvre contribuera de manière très significative à la réalisation des objectifs de l'Union. L'instauration des étapes pour cette réalisation fait partie intégrante de la nouvelle approche. C'est pourquoi, il est prévu qu'à court et à moyen terme l'Union coordonnera d'abord, puis harmonisera les politiques sectorielles dans ses domaines de compétence.

Aussi, dans la phase actuelle de transition le Secrétariat Général de l'UDEAC concentre-t-il ses efforts au niveau sectoriel sur les activités mentionnées ci-dessous :

##### **1. Dans les domaines de l'agriculture et de l'environnement**

a) Mise en place du "Programme complet de sécurité alimentaire pour la sous-région d'Afrique Centrale".

Ce programme élaboré avec l'appui du PNUD et de la FAO intéresse tous les Etats membres de l'UDEAC plus le Burundi, le Rwanda, Sao Tomé & Principe et le Zaïre.

Son objectif principal est d'assurer la sécurité alimentaire des pays de la sous-région et limiter la sortie des devises due aux importations massives des produits alimentaires, laquelle s'aggraverait avec l'application des récents accords du GATT d'une part et avec la dévaluation du Franc CFA d'autre part.

Pour ce faire il vise :

- l'amélioration des conditions physiques et techniques favorables à l'accroissement quantitatif et qualitatif de l'offre des produits alimentaires (pour assurer la disponibilité) ;
- l'accroissement des capacités de conservation et de transformation des produits alimentaires (pour la stabilité des approvisionnements) ;

- le renforcement des capacités de commercialisation des produits alimentaires (pour la stabilité de l'offre) ;
- la génération d'emplois et de revenus (pour permettre l'accès matériel et économique aux aliments de base dont tout un chacun a besoin, en particulier les groupes les plus vulnérables).

Sur la base d'un document de projet UDEAC, nous négocions actuellement un financement auprès de la FAO par le biais de son Programme de Coopération Technique (PCT), en vue de la tenue d'un atelier sous-régional regroupant des chercheurs, des responsables des services de vulgarisation et des planificateurs chargés de rédiger un portefeuille de projets à soumettre aux bailleurs de fonds pour l'assistance à l'UDEAC dans le cadre de la sécurité alimentaire.

b) Lutte contre la désertification.

## **2. Dans le domaine de l'industrie**

- a) Développement des politiques de partenariat ;
- b) Promotion des activités de normalisation en UDEAC et élaboration des normes sous-régionales en favorisant la recherche dans ce domaine.

## **3. Dans le domaine du commerce**

- a) Définition des règles de concurrence en UDEAC ;
- b) Promotion du commerce international, formation, prospection et développement des assurances.

## **4. Dans le domaine des transports**

Désenclaeement par l'amélioration des liaisons avec le littoral et par l'établissement des liaisons inter-capitales.

En conclusion, les nouvelles approches de l'intégration régionale en Afrique Centrale exigent pour leur efficacité, au regard de la crise économique actuelle et des programmes d'ajustement structurel qui en découlent, la mobilisation d'une assistance extérieure multiforme par des négociations soit secteur par secteur, soit au niveau global dans le cadre d'une table ronde de tous les bailleurs de fonds, à un moment opportun en fonction de l'évolution du dossier CEMAC./-